

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46596

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

du gouvernement une renégociation des conditions d'entrée. Influencé par Brockdorff-Rantzau, il craint une rupture des relations avec l'URSS. Il surestime, par contre, le rôle de Hindenburg dans la conclusion du traité de Berlin de 1926. L'auteur met bien en évidence le soutien sans faille du Président au plan Young, malgré les pressions de ses plus proches compagnons d'armes. Il contribue au vote positif d'un Zentrum tenté par l'abstention. Hindenburg, qui doit traverser le corridor de Danzig pour se rendre dans sa propriété de Neu-Deck, montre beaucoup de réticences à l'égard de la Pologne et pose des conditions pour signer l'accord de liquidation de mars 1930. Hindenburg intervient moins en politique extérieure après la démission de Curtius, sans doute par fatigue physique, mais aussi parce qu'il a pleinement confiance en Brüning – il souhaite le maintenir au ministère des Affaires étrangères après sa démission de la chancellerie en 1932 – et en Neurath qui mènent une politique plus énergique avec son approbation. Lors de la nomination de Hitler, il pose comme condition de garder la haute main sur la *Reichswehr* et sur l'*Auswärtiges Amt*. La confiance qu'il a en Neurath est mal récompensée, car le ministre néglige très rapidement de l'informer de questions essentielles.

Zaun force un peu ses conclusions et exagère, à notre avis, le rôle et l'influence réels de Hindenburg en politique extérieure. Si la politique de Stresemann paraît parfois sinueuse, ce n'est pas tant le résultat des interventions de Hindenburg que de la nécessité, en régime parlementaire, de trouver des majorités. Zaun n'insiste pas suffisamment, par contre, sur un aspect essentiel. Par sa présence et son soutien, même réservé, à la politique de Locarno, Hindenburg renforce la position de Stresemann et le soulage en partie de la pression nationaliste. Stresemann a d'ailleurs très vite compris les avantages qu'il pouvait tirer de l'élection de Hindenburg. Le «héros de Tannenberg» rassure l'opinion nationaliste.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Andreas KÖRBER, *Gustav Stresemann als Europäer, Patriot, Wegbereiter und potentieller Verhinderer Hitlers. Historisch-politische Sinnbildungen in der öffentlichen Erinnerung*, Hamburg (Krämer) 1999, 372 S. (Beiträge zur deutschen und europäischen Geschichte, 25).

L'ouvrage analyse, en s'appuyant sur la presse, les films, les cérémonies commémoratives, les manuels scolaires et les ouvrages scientifiques, la réception de Stresemann et de sa politique dans l'opinion allemande depuis son décès jusqu'à la fin de l'ère Adenauer (1929–1963). Les notices nécrologiques et les premières biographies énoncent les principales interprétations qui seront reprises jusqu'à la fin de l'ère Adenauer: celle du patriote réaliste qui a mené une politique de conciliation par nécessité pour restaurer la position de grande puissance de l'Allemagne, celle du «grand européen», partisan d'une union économique ou même d'une Europe unie. On trouve également le thème de la politique d'équilibre entre l'est et l'ouest dans la tradition de Bismarck. D'une manière générale, on s'accorde sur le patriotisme et les bonnes intentions de Stresemann, même si l'on porte des jugements variés sur les résultats de sa politique. L'auteur note aussi les réticences du gouvernement Brüning à se référer à Stresemann, et qu'il n'est représenté que par le seul Curtius à l'inauguration du monument élevé à Mayence. Les manuels scolaires insistent sur l'ardent patriote qui a contribué à la libération de la Rhénanie, sans allusion à un quelconque objectif européen. Sous le III^e Reich, l'image de Stresemann et de sa politique est globalement négative et l'on détruit le monument de Mayence. Stresemann est présenté comme un rêveur incapable, aux bonnes intentions, mais aux méthodes illusoire, ou comme un traître qui a favorisé l'aveuglement national du peuple allemand, et représente la «puissance internationale» des Juifs et des francs-maçons. Dans les manuels scolaires, l'évolution est progressive, car les manuels de Weimar ne sont que partiellement révisés. Stresemann devient le symbole d'une politique à condamner. Après 1945, on renoue avec les appréciations positives de la fin de la Répu-

blique de Weimar. Stresemann apparaît comme le représentant d'une tradition politique nationale positive, étrangère au nazisme. Les manuels scolaires le présentent comme un patriote soucieux de paix, mais sans mentionner d'objectif supranational et sans en faire une personnalité hors du commun. A partir de 1949, on assiste à une instrumentalisation de l'image de Stresemann et de sa politique dans le cadre du débat sur l'intégration à l'ouest. Pour les libéraux nationaux, il est le modèle d'une politique plus équilibrée entre l'est et l'ouest, symbolisée par le traité de Berlin de 1926, et d'une politique européenne respectant l'intérêt national, c'est-à-dire la priorité de la réunification. Pour les partisans de la politique d'Adenauer, c'est au contraire le précurseur du concept de l'intégration dans l'Europe occidentale. Les deux tendances le présentent comme un Européen et l'utilisent dans leur propagande. A partir de la fin des années 1950, alors que la controverse sur l'intégration européenne a pris fin, on note une distorsion croissante entre une historiographie plus critique, s'appuyant sur le *Nachlaß* et les archives diplomatiques allemandes, qui décrit un patriote réaliste et un révisionniste pacifique, et la légende du »précurseur de l'Europe«, très largement diffusée par le film, les discours commémoratifs et la presse. Les manuels scolaires sont plus nuancés. Ils présentent Stresemann comme l'artisan d'une politique nationale et d'une politique de paix en Europe, comme une figure centrale de la République de Weimar, et très rarement comme un précurseur de l'Europe unie. Malgré des développements théoriques trop longs sur la connaissance et le discours historique, l'ouvrage complète utilement l'immense littérature sur Stresemann.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Philipp HEYDE, *Das Ende der Reparationen. Deutschland, Frankreich und der Youngplan 1929–1932*, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 1998, 506 S. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart).

In den deutsch-französischen Beziehungen nach dem Ersten Weltkrieg waren die Reparationen das große Thema. In ihm bündelten sich die wirtschafts- und sicherheitspolitischen Probleme der Zeit. Sie boten sowohl den Anlaß zur tiefen Entfremdung und zum »kalten Krieg« der frühen zwanziger Jahre, zur Regelung der Londoner Konferenz von 1924 mit der folgenden Locarno-Verständigungspolitik bis zu den sehr unterschiedlich motivierten Versuchen seit 1929, die Folgen des Ersten Weltkriegs zu »liquidieren«. Dabei ergibt sich für den Betrachter der hochkomplexen, stark umstrittenen und in der Öffentlichkeit heftigst diskutierten Materie der erstaunliche und erklärungsbedürftige Befund, daß es sehr bald nach dem Ausbruch der Weltwirtschaftskrise Deutschland auf der Konferenz von Lausanne 1932 gelang, nicht einmal zehn Jahre nach der Ruhrbesetzung und weniger als drei Jahre nach dem Young-Plan, daß die deutschen Reparationen faktisch gestrichen wurden.

Die von Henning Köhler und Clemens A. Wurm betreute Berliner Dissertation Philipp Heydes stellt sich nun die Frage, wie es zu dieser schweren Niederlage für Frankreich kam, das damals als die stärkste Macht des Kontinents galt. Damit behandelt Philipp Heyde eine der zentralen Fragen der internationalen Beziehungen zwischen den Weltkriegen erstmals nicht nur auf Grundlage der deutschen, britischen, amerikanischen und italienischen Quellen, sondern vor allem unter Heranziehung der erhaltenen französischen Archivalien des Quai d'Orsay und vor allem des Wirtschafts- und Finanzministeriums. Zur französischen Reparationspolitik der Jahre 1929 bis 1932, aber auch zur Politik der Regierungen Brüning und von Papen, legt er dabei grundlegende und auf breiter Quellenbasis abgesicherte Ergebnisse vor. Dabei gelingt es Heyde nicht nur, den diffizilen politischen Entscheidungsprozeß aller an der Reparationsfrage beteiligten Regierungsstellen in den wichtigsten Län-